

Bonjour,

Je vous remercie pour votre courrier et votre questionnaire. Ce dernier mériterait une très longue réponse, plus fournie et détaillée que je ne vais le faire ci-dessous. J'aurais pu échanger avec vous, mais menant campagne tout en travaillant, le temps est trop court !

Je partage votre double constat. Le bilan du premier mandat d'E. Macron est catastrophique sur tous les secteurs, particulièrement celui des services publics. Sa réélection ne s'explique que par le rejet de l'extrême droite, ce dont on peut se satisfaire, sans s'en réjouir pour autant vu les scores cumulés des deux candidat-e-s qui en 2022 l'ont représentée à l'élection présidentielle.

A ce bilan désastreux, il faut rajouter le mépris affiché d'un président des riches à l'égard des plus faibles et l'autoritarisme d'un gouvernement préférant la répression plutôt que le dialogue et le débat. Vous savez comme moi le nombre inédit de manifestant-e-s violenté-e-s, mutilé-e-s, le nombre de syndicalistes poursuivi-e-s en justice.... C'est pour toutes ces raisons que je suis candidate à l'élection législative, encore plus déterminée que je ne l'étais en 2017. Il y a une urgence accrue de ne pas subir cinq années de plus de macronie.

Candidate sous le label "NUPES" (Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale), je siègerais si je suis élue dans cet inter-groupe et au sein de groupe parlementaire de La France Insoumise, puisque je suis membre active de ce mouvement.

Les retraité-e-s ont subi une perte de pouvoir d'achat conséquente. Notre programme propose l'indexation des pensions sur les salaires. Le montant des pensions ne sera pas inférieur au SMIC revalorisé (1500€) pour une carrière complète et aucune pension ne sera inférieure à 1063€. J'ajoute que si nous obtenons la majorité à l'Assemblée, **l'âge de départ à la retraite** sera ramené à 60 ans, car comme vous le précisez, l'argument du non équilibre des caisses de retraites est irrécusable comme celui, très souvent relayé par les "experts", de l'allongement de l'espérance de vie. Nous envisageons de rendre effective l'égalité des salaires femmes/hommes : ces rentrées de cotisations sociales nous permettent d'envisager très sereinement le long terme.

Les étudiante-s ont eux aussi vu leurs conditions de vie et d'études se dégrader pendant cinq ans. J'ai moi-même, avec mes camarades de LFI, participé à de très nombreuses collectes alimentaires, ce que je n'aurais pu imaginer il y a dix ou quinze ans. Notre pays a besoin de jeunes qualifié-e-s, de jeunes chercheuses et chercheurs pour concrétiser notre planification écologique. C'est pourquoi nous mettrons en place une allocation d'autonomie de 1063€. Réussir ses études tout en travaillant pour survivre est tout simplement impossible et scandaleux dans un pays comme le nôtre, figurant parmi les plus riches.

Concernant les privé-e-s d'emploi, partie de la population sans doute la plus méprisée par E. Macron, il est urgent d'abroger la réforme de l'assurance chômage. Je défendrai cette abrogation dans l'hémicycle. Notre programme prévoit aussi une garantie d'emploi: offrir un emploi rémunéré à minima au SMIC, dans un secteur d'urgence, à tout-e- chômeuse/meur de longue durée, emploi correspondant à son niveau de qualification et à ses souhaits. Une alternative sera proposée de suivre une qualification prise en charge à 100%. Pour mettre en place ces mesures, nous prévoyons de partir des besoins locaux en créant des comités de garantie d'emploi, composés de privé-e-s d'emplois de longue durée, de représentant-e-s syndicales/caux, de représentant-e-s des territoires et d'acteurs économiques.

Les services publics sont au coeur de notre programme: nous voulons sortir de la logique du chiffre et redonner toute sa place à l'Humain. Le point d'indice sera dégelé; Nous prévoyons un plan pluri annuel de recrutements pour restaurer le service public de la santé et de l'Education, particulièrement touchés par la privatisation rampante. A l'hôpital, nous mettrons fin à la tarification à l'acte et nous créerons un pôle public du médicament. Nous mettrons fin au recours aux cabinets privés de conseil pour les politiques publiques. Notre objectif est de développer les services publics: permettre à toute personne d'avoir accès à un service public essentiel (hôpital, gare,

poste, école...) à moins de trente minutes de chez elle.

Enseignante, je serais particulièrement déterminée à concrétiser notre programme pour l'**Ecole**. J'ai d'ailleurs participé à l'élaboration du livret thématique de l'Avenir en Commun sur ce sujet et j'y ai fait inscrire l'annulation de tout partenariat entre l'Education Nationale et le MEDEF. Les dernières réformes: collège, lycée, BAC, Rilhac seront abrogées comme Parcours sup. Notre programme veut rendre notre Ecole émancipatrice et non utilitariste. Un plan pluri annuel de recrutement sera mis en place avec un pré-recrutement pour favoriser l'accès de ce métier aux jeunes de tous les milieux. Les grilles salariales seront revues lors de négociations avec les syndicats et, comme écrit plus haute, le point d'indice sera dégelé. Les **AESH** seront titularisé-e-s et intégré-e-s dans un nouveau corps avec une rémunération de début de carrière au SMIC pour leur horaire hebdomadaire actuel (25h/semaine). **Les effectifs de vie scolaire** seront renforcés, tout comme ceux des services de santé scolaire et du social. J'ajoute que les RASED seront rétablis.

La cause des femmes a elle aussi été méprisée et utilisée à des fins électoralistes. Nous prévoyons de rendre effective l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et de consacrer un milliard d'euros pour combattre le fléau des violences faites aux femmes, montant fixé par la réflexion et le travail des associations mobilisées sur ces questions. Le droit à l'avortement, trop souvent menacé, sera inscrit dans la constitution.

Le climat a été lui aussi le grand oublié de ce gouvernement condamné par deux fois pour inaction climatique; La convention citoyenne n'aura vu finalement que 10% de ses mesures retenues par E.Macron. Pourtant, il est urgent d'agir comme le préconise le rapport du GIEC. Notre programme prévoit d'inscrire la "règle verte" : ne pas produire plus que ce que la planète peut régénérer elle-même.

Je vous communique là les mesures qui m'ont paru essentielles pour répondre à vos questions. Mais notre programme en propose plus de six cents et vous pourrez les lire en détail (<https://nupes-2022.fr/le-programme/>). Je reste à votre disposition pour tout complément ou demande de précision. J'ai conscience que nous vivons un moment historique car les urgences nous sautent aux yeux chaque jour. C'est pourquoi nous avons réussi un accord programmatique historique, à la hauteur des défis actuels. Si nous obtenons la majorité dans l'hémicycle, nous pourrions concrétiser tous ces espoirs. Mais rien ne se fera sans les organisations syndicales, sans tous les gens mobilisés au quotidien dans des collectifs, des associations, sans l'appui des citoyen-ne-s et de leurs volontés. J'ai conscience que le combat ne s'arrêtera pas à la victoire de la NUPES, car les forces résistantes à ce programme inédit seront omni présentes. Aussi, si je suis élue, je m'appuierai sur un parlement populaire local qui est en cours de construction.

Je vous remercie de transmettre ce courrier à vos adhérent-e-s que je salue !

Bien cordialement,
Andrée Taurinya
Candidate NUPES (LFI) 42-02.